
Renvoi au comité de salut public de la pétition de la société populaire de Gravelines, district de Bergues, qui demande le rétablissement de la forteresse de leur port ainsi que la création d'une école d'hydrographie, lors de la séance du 30 pluviôse an II (18 février 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Renvoi au comité de salut public de la pétition de la société populaire de Gravelines, district de Bergues, qui demande le rétablissement de la forteresse de leur port ainsi que la création d'une école d'hydrographie, lors de la séance du 30 pluviôse an II (18 février 1794). In: Tome LXXXV - du 26 pluviôse au 12 ventôse an II (14 février au 2 mars 1794) pp. 202-203;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1964_num_85_1_32016_t1_0202_0000_12

Fichier pdf généré le 15/05/2023

60

Westermann se présente à la barre, et se plaint de ce que le ministre n'a point rendu compte des motifs de sa destitution. (1)

WESTERMANN paroît à la barre. Un décret du 20 nivôse, dit-il, avoit ordonné au ministre de la guerre de rendre compte à la Convention des motifs de ma destitution.

Je n'ai pu depuis lors connoître ces motifs. Je sais que mes ennemis, sur de vains prétextes, ont provoqué mon arrestation ; cependant depuis le commencement de la Révolution, je n'ai cessé de combattre les ennemis du dedans et du dehors ; j'en appelle aux procès-verbaux de la Convention, j'en appelle à vos décrets, aux représentants du peuple, sous les yeux desquels j'ai combattu, aux braves grenadiers de la Convention ; j'en appelle aux bulletins mêmes de l'armée catholique, déposés au comité de salut public. Je viens solliciter un acte de justice ; je demande que les comités de salut public et de la guerre nomment dans leur sein des commissaires qui me feront connoître ce que l'on me reproche, et me feront subir un sévère interrogatoire.

Westermann est invité à la séance.

UN SECRÉTAIRE convertit sa pétition en motion.

Une légère discussion s'établit à ce sujet.

GOUPILLEAU (de Montaigu) demande que le comité de sûreté générale soit chargé de nommer dans son sein des commissaires, qui se joindront à ceux qui seront nommés par les comités de salut public et de la guerre.

On observe que le comité de salut public est déjà chargé de faire un rapport sur la conduite de Westermann : le comité accablé d'affaires, n'a pu l'entendre. (2)

« La Convention nationale renvoie la pétition de Westermann au comité de salut public, pour qu'après avoir entendu le pétitionnaire, il fasse un rapport » (3)

61

La société populaire de la commune de Sèvres, admiratrice des travaux de la Convention, l'engage à ne point traiter avec un ennemi qui a les arms à la main. Elle la félicite du décret qui assure la liberté aux hommes de couleur, et fait passer l'état suivant de ses dons patriotiques, savoir un hausse-col, 7 paires d'épaulettes en or ; 2 dragonnes en or, une mêlée de soie et laine ; les galons et cordons d'un bonnet de grenadier, 2 paquets de petits galons en or ; une paire de boucles d'argent plaquées en or, avec ses chapes en fer ; deux croix d'or.

(1) P.V., XXXI, 360.

(2) J. Lois, n° 509 ; J. Perlet, n° 515 ; J. Sablier, n° 1149 ; Mess. soir, n° 550 ; J. Fr., n° 513 ; J. Matin, n° 557 ; J. Mont., n° 98. Mention dans Mon., XIX, 511 ; F.S.P., n° 231 ; Ann. patr., n° 414 ; C. Eq., n° 550 ; C. univ., 1^{er} vent. ; Rép., n° 61 ; Débats, n° 517, p. 430 ; J. Paris, n° 415 ; Batave, n° 370.

(3) P.V., XXX, 360.

un porte-crayon en argent, une médaille d'argent, et un portrait découpé aussi d'argent.

Mention honorable, insertion au bulletin. (1)
(Applaudi)

[Sèvres, 23 pluv. III] (2)

« Législateurs,

La Société populaire de la commune de Sèvres, admiratrice de vos grands travaux pour achever et consolider la révolution, vous félicite de votre énergie et des mesures révolutionnaires que vous prenez pour terrasser les ennemis de notre sublime constitution. Représentants d'un grand peuple ; les tyrans coalisés veulent détruire votre ouvrage, leur sceptre sera brisé ; ils seront anéantis au pied de cette Montagne sur laquelle repose l'arche qui renferme les droits sacrés de l'homme et l'acte constitutionnel de la République française.

Courageux et intrépides Montagnards ! pénétrés et cette grande maxime que l'union fait la force, vous avez terrassé l'aristocratie, pulvérisé le fédéralisme, anéanti la superstition, ce fléau qui depuis des siècles avoit ensanglanté la terre. Vous avez purgé la Vendée des brigands qui l'infestoient ; puni Lyon, Marseille et Toulon de leurs perfidies et de leurs rebellions : nos victoires multipliées tant au nord qu'au midi attestent à l'univers étonné, et le courage des Français et le génie de leurs représentants.

Le génie tutélaire et la liberté et de l'égalité n'aura bientôt plus de bornes que celles de l'univers puisque déjà et au-delà des mers, vous venez de rendre aux hommes de couleur les droits qu'ils ont reçus de la nature. Cet acte de justice suffiroit seul pour vous immortaliser.

Législateurs, restez, le sort du peuple est dans vos mains, restez à votre poste, parachevez votre ouvrage. La nature entière vous le commande, forcez nos ennemis à reconnoître la souveraineté du peuple français. Ni paix, ni trêve sans cette condition. La France à l'exemple de Rome ne traite avec ses ennemis que quand ils sont vaincus. 23 millions d'individus et 1200 000 combattants ne supporteront jamais le joug et la tyrannie d'un roi et de ses satellites !

Ce sont les vœux des membres composant la Société populaire et républicaine de Sèvres. Vive la République, Vive la Montagne. »

LA MONTAGNE (présid.), SALMON JEUNE (secrét.), ASSELIN (secrét.), LIANCE (secrét.), BOLVU (secrét.)

62

La société populaire de Gravelines a déjà déposé au district de Bergues de nombreux dons patriotiques, sans préjudice de la dépouille des églises restituées à la Liberté et à la Raison. Si nous sommes pauvres en fortune, disent ces citoyens, nous sommes riches en patriotisme. Nous comptons dans les armées et sur les vaisseaux de la République plus du tiers de nos habitants ; ils déposent sur le bureau une pétition pour le rétablissement de leur port.

(1) P.V., XXXI, 360. Récépissé daté du 30 pluv. et signé Thévenet (C 291, pl. 928, p. 34).

(2) C 291, pl. 928, p. 33. Mention dans B¹, 2 vent. ; M.U., XXXVII, 60 ; Mon., XIX, 511 ; J. Sablier, n° 1149 ; J. Fr., n° 513 ; Débats, n° 517, p. 430.

Mention honorable des dons offerts à la Patrie insertion au bulletin ; renvoi au comité de salut public de la deuxième partie de la pétition. (1)

[A la Conv., Gravelines, s. d.] (2)

Citoyens représentants, nous vous félicitons sur vos immortels travaux. Nous vous invitons à rester à un poste que vous savez si bien occuper. Les tyrans ont osé vous proposer une trêve de deux ans et reconnoître provisoirement la liberté des Français. Notre société a frémi d'indignation à cette proposition ; et nous avons tressailli de joie aussi-tôt que nous eûmes appris que vous l'aviez repoussée avec mépris. Nous nous sommes levés spontanément, et un seul cri s'est fait entendre : *point de trêve, point de paix avec les tyrans ; la liberté ou la mort.*

Déjà notre commune a déposé au district de Bergues environ 150 marcs d'argent ; nous venons déposer sur l'autel de la patrie 40 marcs 5 onces de vermeil, 127 marcs 6 onces 6 gros d'argent, 6 onces 7 gros de galons et des ornements fins. Nos concitoyens ont donné 158 chemises, 10 paires de souliers, un habit uniforme, 11 cols de basin, 13 livres de charpie, 32 paires de bas, une épaulette d'or ; 2 onces 72 grains d'argenterie, une croix d'or, 3 liv. 12 sols en numéraire, 138 liv. 10 sols en assignats et quelques autres effets.

Gravelines est un des boulevards de la République. S'il est attaqué par terre, il saura faire repentir les tyrans de leur témérité ; par mer, il peut désoler le farouche anglais et le stupide hollandais. Nous demandons le rétablissement de la forteresse de ce port, et qu'il soit établi une école d'hydrographie. »

63

Le citoyen Tellier demande un congé d'une décade : la Convention accorde le congé (3).

[Paris, 30 pluv. II] (4)

« Citoyen président,

Des affaires d'un grand intérêt pour moi demanderaient ma présence pendant une décade dans le département de Seine-et-Marne où je suis domicilié et dont je suis le député. Veux-tu bien prier la Convention nationale de permettre que je m'absente pendant la décade prochaine. Mon voisinage de Paris me facilite les moyens de revenir à mon poste dans moins de 24 heures, si la convention jugeait convenable de rappeler ses membres absents par congé. »

TELLIER.

64

Les pétitionnaires de la commune et canton de Crécy, district de Meaux, félicitent la Convention nationale de son refus de traiter avec les tyrans : ils lui réitérent l'invitation de rester

à son poste jusqu'à l'entière destruction des ennemis de la liberté. Ils offrent le reste de l'argenterie de leurs églises, après avoir fourni plus de 800 chemises, 80 couvertures et autres objets d'équipement : ils présentent 400 livres de salpêtre, et d'anciennes coulevrines et boîtes, dont ils demandent la conversion en canons ; deux jeunes cavaliers qu'ils ont équipés, montés et armés de concert avec le canton : ils demandent ensuite le local de la ci-devant église, dite de la Mission, pour la tenue de la séance de la société populaire ; 2 canons pour la défense du pays environné de forêts, et l'envoi du bulletin et du recueil des belles actions.

Mention honorable, insertion au bulletin ; pour la demande du local, renvoyé au comité d'aliénation. Sur la demande de canons, convertie en motion, la Convention accorde l'objet de la demande, et renvoie, pour l'exécution, au ministre de la guerre (1).

L'ORATEUR. Législateurs.

La commune de Crécy et la Société populaire réunies, district de Meaux, département de Seine-et-Marne, vous félicitent de votre énergie, de vos utiles travaux et particulièrement du grand œuvre d'humanité que vous venez d'exercer en faveur des nègres de nos colonies.

Montagnards intrépides, vous avez refusé de traiter avec les tyrans. Bravo ! Brutus n'a point voulu entendre Tarquin : une paix n'est point honorable pour des républicains, ils doivent vaincre ou mourir.

Elles réitérent l'invitation qu'elles vous ont déjà faites de rester jusqu'à l'entière destruction des ennemis de notre liberté à un poste que vous occupez avec tant d'honneur.

Depuis longtemps notre commune est à la hauteur des circonstances, le flambeau de la raison éclaire de ses rayons bienfaisants, tous les citoyens qui l'habitent. Déjà des hymnes et des oraisons funèbres prirent la place du Liberez (sic) fanatique au convoi d'un de nos membres qui vient de payer le tribut à la nature.

L'inauguration des bustes de Brutus, Le Peletier, Marat et Chalier fut célébré avec pompe au milieu de nos frères du canton, aux cris mille fois répétés de Vive la Montagne ! Vive la République une et indivisible.

Nous ne nous bornerons pas à servir la République par des fêtes d'enthousiasme et des hymnes en l'honneur de ses martyrs, car le reste de l'argenterie de nos églises va prendre le chemin du trésor public et nos saints d'argent mis au pas et précipités dans le creuset de la Monnaie seront forcés de croire à la métempsychose.

A peine avons-nous appris le besoin de nos volontaires que 800 chemises, 80 couvertures et une infinité d'autres objets d'équipement tels que souliers, bas, guêtres, etc., leur furent envoyés sur le champ.

Nous mettrions peu de gloire à combattre du haut de notre tribune les ennemis du bien public si nous ne nous bornions qu'à l'énergie de nos discours ; mais persuadés qu'il faut les détruire plus que les effrayer, nous employons contre eux la force des sabres et des bayonnettes, en vous assurant que près de 200 jeunes gens de notre

(1) P.V., XXXI, 361.

(2) Bⁱⁿ, 2 vent. ; C. Eg., n^o 553 ; M.U., XXXVII, 59 ; J. Paris, n^o 418 ; Rép., n^o 64 ; Batave, n^o 371.

(3) P.V., XXXI, 361.

(4) C 291, pl. 929, p. 22.

(1) P.V., XXXI, 361. Minute du P.V. (C 290, pl. 910, p. 33) : Bⁱⁿ, 1^{er} et 2 vent.